

La Vie Internationale

Commentaire badin

La conférence de Lisbonne ne paraît pas avoir souffert des débats tumultueux du Bundestag et de la Chambre française. Autant qu'on en peut juger par les déclarations officielles, les indiscretions officieuses, les commentaires des hostiles et des favorables, les délibérations, ne portent aucune trace des incidents poussés au drame de ces dernières semaines. Débat purement académique disions-nous...

La méthode Indonésienne.

Le cabinet Soekiman est tombé à Batavia (Djakarta). M. Soekiman avait signé avec les Etats-Unis un traité qui garantissait à l'Indonésie une aide militaire dans le cadre de l'A.M.S. (American Security act). Voilà, dit le Parlement, notre neutralité abandonnée et le pays dans l'orbite américain. Il nous faut un ministre qui nous rende notre liberté d'action, dont le nom ne soit pas lié à de telles négociations. Mais, quant au traité, s'il est signé, on y peut rien; un peuple démocratique ne renie pas la signature des ministres qu'il a choisis.

Nous avons toujours pensé que pour sauver la face les peuples moins évolués et particulièrement les asiatiques s'y entendaient mieux que les occidentaux.

Les résultats.

Le plus apparent ce sont les efforts d'acrobatie comptable qu'ont fait les Américains pour donner à la France le solde des 600 millions de dollars promis et les 400 autres qui s'avèrent nécessaires pour éviter la chute verticale du franc. Il n'est pas sûr que ces artifices réussissent, car d'ici novembre, date de l'élection présidentielle, le Congrès tiendra serrés les cordons de la bourse. On compte plutôt sur l'effet moral de la promesse de dollars que sur leur versement effectif. En tout état de cause, succès des négociateurs français.

Secundo, une formule sera trouvée pour obtenir des Anglo-saxons une garantie morale et politique dans les formes juridiques appropriées qui empêchera un éventuel nouvel Hitler de reprendre en mains l'armée allemande recostituée en l'arrachant au contrôle du Nato.

Tertio, une formule plus délicate est presque arrêtée permettant de dissocier, tout en les unissant le N.A.T.O. et la C.E.D., c'est-à-dire le Conseil de défense Nord-Atlantique et la défense européenne de façon que l'Allemagne faisant partie de la seconde et non de la première puisse néanmoins être associée aux délibérations qui la concernent dans la première, c'est-à-dire pratiquement à toutes. On réalise que la découverte de cette formule requiert du génie.

Les Anglais — car il faut des succès pour tout le monde — en obtiennent deux. D'abord une très large participation de l'Allemagne à la fabrication des armements. Les industriels allemands gagneront de l'argent et comme les canons ne s'exportent pas, les Anglais craindront moins la concurrence. De plus, le secrétariat général du N.A.T.O. reviendra à un Anglais Sir Oliver Franks, connu pour son attachement aux U.S.A. Cependant Paris sera préféré à Londres pour être le siège permanent de cet organisme qui groupe tant de personnes distinguées. Toute compétition sur ce point est inutile. Paris l'emporte toujours.

Enfin, les problèmes financiers du réarmement paraissent résolus. En gros, les partenaires, Allemagne comprise, payeront un peu plus qu'ils ne l'avaient proposé, mais la plus grosse part du trou sera comblé par les U.S.A.

Résultat: il y aura cette année 50 divisions en Europe qui sans être de vraies divisions, aptes au combat ne seront plus des divisions sur le papier. Entre la chair et le papier il y a des états transitoires. Il y a même parmi elles deux divisions fantômes dont on ne sait pas si elles existent, mais qui pourraient être américaines et cachées en Angleterre. Des marines... mais, chut, les Soviets pourraient le savoir.

Qu'en pensent les Soviets? Car enfin ce sont eux auxquels il s'agit d'en imposer. Staline a-t-il vraiment peur de 50 divisions qui, dit-on, deviendront 100 d'ici 2 ans? C'est l'énigme.

Mais rien de tout cela n'a la valeur de ce petit fait: des officiers et sous-officiers allemands vont aller s'instruire aux Etats-Unis où ils seront rééduqués à l'américaine. Après cela les Français pourront-ils oui ou non dormir rassurés?

Celui qui a franchi l'Atlantique ne revient-il pas pacifique et démocrate?

A Pan-Mun-Jon.

Mais revenons au sérieux. La conférence de Pan-Mun-Jon s'éternise: huit mois déjà que l'on cause et le mois de mars qui devait marquer l'aboutissement est bien proche. La pierre d'achoppement c'est le refus des Américains d'accepter comme observateurs neutres, pour contrôler l'armistice, les Russes. La pierre est en effet de belle taille. Cela veut-il dire que les Communistes n'ont négocié que pour souffler?

Bien qu'en ces matières il est hasardeux de jouer les prophètes, cela a toujours été notre sentiment, malgré l'optimisme marqué, par moments surtout, du côté américain. Les derniers événements d'Indochi-

ne, l'évacuation d'Hoa Binh et le renforcement des Viets portent malheureusement à penser que l'effort du bolchevisme va s'intensifier en Extrême-Orient. Ne pouvant atteindre l'Occident en Europe, le théâtre asiatique s'impose.

Il est à craindre, en effet, que l'impérialisme chinois dont nous avons noté l'expression au moment des victoires de novembre 1950, ne soit activé et poussé par les Russes pour épuiser moralement, militairement et financièrement l'Occident, celui-ci est évidemment en mauvaise posture et ne peut prendre d'initiative. Il n'y a que la solution Mac Arthur. Mais les Américains ont-ils les moyens de vaincre la Chine Rouge? Il faudrait pour y parvenir y employer les Japonais qu'on a vaincus précisément pour les en chasser.

La guerre ne paie jamais... Elle détruit un équilibre qu'il faut des années difficiles et coûteuses pour rétablir sur d'autres bases, souvent moins solides encore. Cette évidence devrait détourner les dirigeants de songer à la guerre. Mais celle-ci a malheureusement d'autres ressorts qui sont peut-être incontrôlables...

En Hongrie.

Ce qui nous fait penser que les Russes ne songent plus à se servir de l'Europe dans leur dessein d'expansion, c'est la tendance accentuée à sacrifier les populations des pays qu'ils occupent. La bolchevisation est poussée plus loin qu'en U.R.S.S. même. Ce sont les Hongrois qui ont le triste privilège de la pire oppression. On leur avait déjà tout pris, et ce pays essentiellement agricole est le plus affamé des satellites de l'U.R.S.S. Le parti communiste vient maintenant de décréter que non seulement les demeures des habitants étaient propriété publique, mais que chaque occupant devait remettre aux autorités l'état détaillé de tous les objets qu'il détenait. Les pires sanctions sont prévues pour les dissimulations et chacun de ces objets pourra être requis sans indemnité. Cependant certains paysans russes ont encore une vache à eux.

Evidemment la perspective d'entrer en un tel paradis, atténuée nos inquiétudes de faire partie de l'Armée Européenne telle qu'elle est décidée à Lisbonne.

CRITON.